

**MAIRIE DE CARCASSONNE**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 09 NOVEMBRE 2004**

**N°006**

<b>OBJET :                   Création d'une zone d'aménagement différé à Montredon en application de l'article 300-1 du Code de l'Urbanisme</b>			
Nombre de Conseillers en Exercice : 43	Nombre de Membres Présents : 32	Nombre de Membres Votants : 40	Date de la Convocation : 02.11.2004

L'an Deux Mille Quatre, le neuf Novembre à seize heures, le Conseil Municipal de la Commune de CARCASSONNE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la Présidence de M. Raymond CHESA, MAIRE.

**PRESENTS** : M. LARRAT, Mme DESBORDES, Mme DENUX, Mme VINCENT, M. MARCAILLOU, Mme MALPHETTES, M. DELORT, Mme BROUSSY, M. BES, Mme AHIER, M. ICHER, Melle CHESA Adjoint  
Mme BLACHON, M. Henri ARIAUD, M. BOULEGUE, Mme FOULQUIER, Mme PATAU CAHUZAC, M. QUILLE, M. GERI, Mme HOAREAU DUCROS, Mme BERNARD, M. ROUX, M. CHIELENS, M. GIMENEZ, M. FRIYED, M. HOCINE, M. GARINO, M. TARLIER, M. MERCADAL, M. FORATO, Melle BERLAN,

**EXCUSES** : Mme GUIRAUD, Mme ESPARRE ALARD, Mme TOGNET, M. ALBAREL, Mme MONTECH, M. CORNUET, Mme RIVEL, M. PEREZ, qui ont donné pouvoir de voter en leur nom respectivement à Mme MALPHETTES, Melle CHESA, M. CHIELENS, M. BES, M. GARINO, Melle BERLAN, M. TARLIER, M. MERCADAL conformément aux dispositions de l'article L. 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ABSENTS** : M. SARCOS, Melle GASC, Mme PUJOL

M. HOCINE est désigné comme Secrétaire de Séance.

Monsieur le Président expose :

Suite aux observations reçues de Monsieur Le Préfet, la présente délibération annule et remplace la délibération du 29 juin 2004.

Le secteur de Montredon connaît depuis trois ans un fort développement urbain qui va se poursuivre ces prochaines années en raison :

- de l'ouverture de la rocade nord-ouest à l'échéance 2006
- de l'implantation programmée du Pôle Santé autour du transfert du Centre Hospitalier et de nouveaux établissements de soins

Par ailleurs, le plan d'occupation des sols de 1983 révisé partiellement en 1990 et en 1997 a été mis en révision totale par délibération du 11 mars 2002 en vue d'une redéfinition globale de la politique d'urbanisme de la commune et de ses modalités réglementaires en considération des actions de politique urbaine actuelles et du développement de l'urbanisation périphérique constatée.

Dans le même esprit une étude d'urbanisme prévisionnelle de type « projet urbain » a été décidée par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2003. Le cahier des charges du dossier technique a clairement explicité le contenu de l'étude.

« après avoir réalisé un diagnostic du site, l'objectif de l'étude est de définir des projets d'aménagement et de développement de l'ensemble du secteur dans sa partie urbaine et paysagère et pour l'ensemble de ses composants : équipements publics, services et habitat »

Il s'agit au regard du potentiel de développement de ce secteur de constituer un nouveau quartier mixte d'habitat et de services rééquilibrant à l'Est le territoire de la ville.

Il s'agira de définir un véritable PROJET URBAIN dont le contenu devra répondre entre autres :

- à une demande d'habitat diversifiée telle que définie dans le Programme Local de l'Habitat
- à la recherche de complémentarités liées à la dynamique induite par le pôle santé par la création d'une zone d'activités économiques de services et d'entreprises tertiaires.
- de prévoir les équipements collectifs nécessaires au développement urbain.

.../...

Toutes ces préoccupations entrent parfaitement dans le champ d'application de l'Article 300-1 du Code de l'Urbanisme justifiant la création d'une Zone d'Aménagement Différé.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe de la création d'une Zone d'Aménagement Différé à Montredon conformément au dossier annexé et de demander à Monsieur Le Préfet de prendre l'arrêté de création.

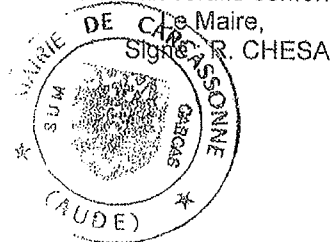
L'exercice du droit de préemption a été délégué par le Conseil Municipal au Maire par délibération du 6 avril 2001 prise en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré :

- **ADOpte A L'UNANIMITE**, les propositions ci-dessus énoncées

Et ont les Membres présents signé après lecture ainsi que Monsieur le Président.

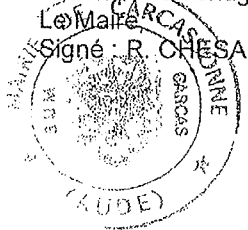
Pour extrait certifié conforme :



**CERTIFIE EXECUTOIRE**

Compte tenu de la transmission en Préfecture le : **16 NOV. 2004**

Publication par affichage le **16 NOV. 2004**



Pour ampliation  
Le Directeur

